



Assemblée générale

Dialogue de haut niveau

Construire une paix durable pour tous : les synergies entre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la pérennisation de la paix

Building Sustainable Peace for all: Synergies between the 2030 Agenda for Sustainable Development and Sustaining Peace

New York, le 24 janvier 2017

Déclaration de Mme. Pascale Baeriswyl, Secrétaire d'Etat

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie pour cet important débat, qui se tient à un moment crucial. Dans notre histoire, jamais encore la communauté internationale ne s'était donné un mandat aussi fort pour briser les cloisons entre les trois piliers des Nations Unies, si joliment symbolisés aussi par la composition de ce panel. Et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que les résolutions sur la pérennisation de la paix préconisent d'inscrire l'action de l'ONU dans une approche globale et interconnectée.

Notre Secrétaire général António Guterres a placé l'année 2017 sous le signe de la paix et rappelé que la prévention est la mission première des Nations Unies. C'est pour cette raison que nous devons, ensemble, surmonter la fragmentation du système afin que l'Organisation puisse pleinement remplir son mandat – dans le monde incertain de nos jours.

A titre d'illustration : selon la Banque Mondiale, la fragilité, les conflits et la violence remettent en cause les résultats du développement pour deux milliards de personnes, soit un nombre sans précédent. Or, si nous voulons atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 et ne laisser personne de côté, il est impératif de réduire le nombre de personnes vulnérables.

Monsieur le Président,

Le potentiel qu'offrent ces documents de référence, l'Agenda 2030 et les résolutions mentionnées, restera inexploité tant que nous ne passerons pas aux actes. Mettons donc à profit ce débat afin de permettre la mise en œuvre des objectifs fixés.

Dans ce sens, nous aimerions aujourd'hui mettre en avant trois points : l'investissement dans les instruments de prévention existants ; le renforcement des droits humains comme moyen primordial de prévention ; et le rôle important joué par nos sociétés civiles.

Premièrement, nous ne devons ménager aucun effort pour renforcer la volonté politique nécessaire à un renouvellement de l'attention accordée à la primauté de la prévention.

Nous disposons d'excellents instruments - par exemple le Programme commun PNUD-DAP sur le renforcement des capacités nationales de prévention des conflits, le Fonds pour la consolidation de la paix, le Fonds d'affectation spéciale ONU-Banque mondiale, l'initiative « Les droits de l'homme avant tout » et les entités du DAP actives dans le domaine de la médiation et des bons offices. La Suisse est déterminée à soutenir ces instruments, qui doivent être dotés de ressources et de moyens d'action accrus. De même, le travail effectué dans le cadre du Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent revêt une importance capitale. Notre pays contribue y inclu à la mise à disposition et au renforcement de l'expertise, riche et variée, à Genève, dans le domaine de la prévention et nous continuons cet engagement avec conviction.

Deuxièmement, la promotion et la protection des droits humains sont un moyen de prévention efficace et la garantie d'un développement pacifique, équitable et inclusif. Les violations des droits de l'homme peuvent être à l'origine de conflits, constituer un facteur d'instabilité accru et contribuer à une escalade des conflits.

C'est pourquoi, la Suisse a lancé l'Appel du 13 juin. Car les droits de l'homme doivent être au cœur de la prévention des conflits. Dans le cadre de cet appel, nous appelons à un renforcement du pilier des droits humains au sein du système onusien. Concrètement, cela veut dire que les échanges entre le Conseil des droits de l'homme et le reste du système, en premier lieu le Conseil de Sécurité, doivent être intensifiés. De plus, nous sommes d'avis que le soutien des pays membres au Haut-Commissariat aux droits de l'homme doit être réaffirmé et renforcé afin que celui-ci puisse remplir son mandat. L'Appel du 13 juin bénéficie aujourd'hui du soutien de 70 États – et j'invite ici tous les États membres à se joindre à nos efforts.

Troisièmement, la Suisse est convaincue que, pour progresser, l'engagement inclusif et transparent de la société civile est crucial. Faute d'une mobilisation d'une large base et d'une approche ascendante - *bottom up* -, nos efforts dans le cadre du développement durable ne sauront être couronnés de succès. C'est pourquoi nous devons soutenir les ONG engagées dans ces domaines. Et ainsi, au vu du rôle clef des femmes dans les questions de paix et de développement, et devant l'augmentation des attaques envers les activistes des droits des femmes, le soutien aux ONG qui se battent pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (*women empowerment*) est d'autant plus indispensable.

Monsieur le Président,

Passons aux actes ! Le Programme de développement durable souligne la volonté de ne laisser personne de côté.

« Veiller à ne laisser personne de côté » : cela veut dire, par exemple, que les jeunes d'Ettadhamen, un quartier défavorisé dans le Grand Tunis où pèse la menace de l'extrémisme violent, ne doivent pas être oubliés. La Suisse travaille ensemble avec la Tunisie en vue d'améliorer la participation sociale et

politique de ces jeunes, contribuant ainsi à une meilleure intégration et à la création de perspectives pour la jeunesse.

« Veiller à ne laisser personne de côté » : cela veut dire aussi que les femmes victimes de viol et de crimes d'honneur ne doivent pas être abandonnées. Dans le cadre de sa coopération avec l'Afghanistan, la Suisse soutient la formation de femmes policières qui seront engagées au sein d'unités spécialisées dans ce genre de crime et sauront apporter leurs connaissances et toute la sensibilité nécessaire en vue de l'intégration d'une perspective de genre dans leurs activités.

Voici que deux exemples. Je vous invite à les multiplier, ensemble.

Monsieur le Président,

L'adoption de l'Agenda 2030 et des résolutions sur la pérennisation de la paix ont été un succès. Il est maintenant crucial de maintenir cette dynamique et d'assurer leur mise en œuvre. A cette fin, la Suisse apportera sa contribution et coopérera de façon constructive avec toutes les parties prenantes afin que nos engagements se concrétisent et qu'ils amènent à des résultats tangibles sur le terrain.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

I thank you for this important debate, which is taking place at a crucial moment. There has never been a stronger mandate to the international community to break down the silos between the United Nations' three pillars. The 2030 Agenda for Sustainable Development and the resolutions on sustaining peace make a strong case for a global and interconnected UN approach.

Secretary-General António Guterres has declared 2017 a year for peace and has reminded us that prevention is the core task of the United Nations. This is why the fragmentation of the system must be overcome to enable the Organization to carry out its mandate.

To illustrate this point, according to the World Bank, fragility, conflict and violence undermine development outcomes for a record two billion people. But if we want to achieve the Sustainable Development Goals by 2030 and leave no one behind, it is imperative that we reduce this number of vulnerable people.

Mr. President,

The potential offered by these reference documents, the 2030 Agenda and the resolutions mentioned, will remain untapped if we do not act. We must take advantage of this debate to enable the objectives that have been set to be implemented.

Today, we would therefore like to give priority to the following three points: the investment needed in existing instruments for prevention; strengthening human rights as the most important means of prevention; and the major role played by civil society.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

First, we should spare no effort to strengthen the necessary political will for a renewed focus on the primacy of prevention.

We have excellent preventive instruments at our disposal, such as the Joint UNDP-DPA Programme on Building National Capacities for Conflict Prevention, the Peacebuilding Fund, the UN-World Bank Partnership Trust Fund, the Human Rights up Front initiative and DPA entities working on mediation and good offices. Switzerland is determined to support these instruments, which must be better resourced and strengthened. The work in connection with the Secretary-General's Plan of Action to Prevent Violent Extremism is highly relevant as well. In addition, Switzerland contributes to making available and to strengthening the vast Geneva-based expertise in the field of prevention.

Second, the promotion and protection of human rights are an effective means of prevention that ensure peaceful, fair and inclusive development. Human rights violations can be at the origin of conflicts, a major factor of instability and contribute to the escalation of conflicts.

For this reason, Switzerland launched the Appeal of June 13th to put human rights at the heart of conflict prevention. As part of this appeal, we call for the strengthening of the human rights pillar within the UN system. Specifically, this means that the exchanges between the Human Rights Council and other parts of the UN system, primarily the Security Council, must be intensified. Moreover, we believe that the support provided by Member States to the Office of the High Commissioner for Human Rights must be reaffirmed and strengthened to enable it to carry out its mandate. The Appeal of June 13th today has the support of 70 states - and I take this opportunity to invite all Member States to come on board.

Third, Switzerland strongly believes that in order to go forward the inclusive and transparent involvement of civil society is essential. Our efforts to achieve sustainable development and peace will not be successful if there is not a broad-based mobilization of the necessary forces and we do not adopt a bottom-up approach. This is why we must support NGOs active in these fields. Furthermore, in view of the key role played by women in matters relating to peace and development, and faced with the increase in attacks on women's rights activists, we believe that support for NGOs fighting for gender equality and the empowerment of women is even more indispensable.

Mr. President,

Concerning action: the 2030 Agenda for Sustainable Development underlines the importance of leaving no one behind.

"To leave no one behind" means, for example, that the young people of Ettadhamen, a disadvantaged district of Grand Tunis where there is a serious threat of violent extremism, must not be forgotten. Switzerland and Tunisia therefore are working together to improve the social and political participation of young people and thus contribute to the better integration and to the creation of prospects for young people.

"To leave no one behind" also means that women who are victims of rape and honor crimes must not be forgotten. Within the context of its cooperation with Afghanistan, Switzerland supports the training of women police officers for recruitment in units specialized in this kind of crime who are able to bring the skills and sensitivity needed for integrating the gender perspective into their work.

These are only two examples, let us multiply them together.

Mr. President,

The adoption of the 2030 Agenda and the resolutions on sustaining peace has been a success. It is now crucially important to maintain this momentum and to ensure their implementation. To this end, Switzerland will assist and cooperate constructively with all stakeholders to ensure that our activities take concrete shape and result in tangible results on the ground.

Thank you.